

REFONDATION ET PÉRENNITÉ À MOSCOU, SHANGHAI, HONG KONG. THÈMES COMMUNS ET AUTRES THÈMES

Philippe Haeringer

Institut de Recherche pour le Développement (IRD, Paris)
et Université Paris X-Nanterre - phildanh@club-internet.fr

Les trente contributions incluses dans le présent volume montrent bien la récurrence d'un certain nombre de thèmes, tandis que d'autres paraissent au contraire spécifiques à chacune des villes évoquées. On aura pu aussi observer, derrière un consensus de base assez largement partagé sur les principaux sujets, quelques analyses contradictoires. Nous ne ferons pas ici un inventaire en règle, mais une relecture en diagonale surtout soucieuse de souligner, partout, la présence conjointe de l'envol et de la retenue, de la soudaineté et de la durée, de la refondation et de la pérennité.

Moscou, une refondation en pointillés

Anatoli VICHNEVSKI décrit une capitale russe qui, au moment où elle impose plus que jamais sa primatie, ne parvient plus à attirer à elle la population dont elle a besoin. Le recul de la démographie russe s'est brusquement aggravé avec le changement de régime: fécondité en baisse, mortalité en hausse. Mais, au-delà de ce symptôme préoccupant, il y a pour Moscou une certaine logique entre ses ambitions plus mondiales que russes, son développement plus insulaire que réticulaire, et l'obligation qui lui est faite de recruter hors des frontières la main-d'œuvre qu'elle ne trouve plus dans l'espace national. Un certain xénophobisme la retient, mais il faudra bien qu'elle ouvre largement ses portes, au moins pour les tâches les moins qualifiées.

Vitaly KOVALSKY abonde sur le boom commercial de Moscou, sur la multiplication des boutiques et des chantiers, sur un air de prospérité inconnu dans bien d'autres villes russes. C'est pourtant dans ce contexte que beaucoup de gens sont acculés à des stratégies de survie, contraints de s'adonner, en seconde activité, à des contre-emplois dévalorisants. Mais ils s'y refusent souvent, s'accrochant à des emplois et des salaires de plus en plus fictifs. Ainsi les compétences professionnelles acquises dans l'ancienne économie socialiste restent-elles en friche, et leurs détenteurs dans le besoin. Alexis BÉRÉLOWITCH éclaire cette impasse en faisant état d'une économie supplétive de troc. Le niveau de consommation est en effet sensible-

ment supérieur à celui des revenus. La réactivation de réseaux d'échange horizontaux apparaît à la fois comme un phénomène régressif et comme le signe avant-coureur d'une attitude libérale, déresponsabilisant l'État au profit de l'individu.

Jean-François CHÈNE confirme ce sentiment mêlé en opposant le délabrement extrême du système de distribution d'eau dans la ville de Rybinsk (au nord de Moscou) et l'intelligence réactive des agents de la régie. On y voit bien comment la pratique du troc (une consommation d'eau impayée contre un stock d'allumettes, ce stock d'allumettes contre du sable pour filtres!), la rigueur formelle héritée du communisme (une réunion ne peut s'achever sans un document signé), l'ouverture passionnée aux technologies et méthodes importées (ici dans le cadre d'une coopération amicale), pourraient se réinvestir dans un rapport marchand « moderne » à la fois désiré et prématuré.

Déplaçant le curseur vers l'entreprise, Hélène SULTAN-TAÏEB apporte une illustration frappante du balancement entre refondation et pérennité. Tandis que le système industriel russe s'effondre au profit d'une autre économie, la sphère sociale de l'entreprise perdure, prolongeant l'un des ciments de la société soviétique. Un compromis s'établit sur une somme de précarités qui touche aussi bien le pouvoir des dirigeants que la survie des salariés. Les emplois fictifs, les salaires en nature ou différés, la distribution ou la récupération de parts, en sont quelques-uns des ingrédients. Cependant, la ville de Moscou échappe mieux que l'oblast du même nom, et que la Russie entière, à ce compromis hasardeux. La démonétarisation y est bien moindre comme l'on peut en juger à travers le prélèvement des impôts: non monétaire à plus de 50 % dans la Fédération, à moins de 10 % à Moscou (en 1996-97). Cette différence est évidemment liée au succès de Moscou comme place financière et commerciale, mais aussi à la forte implication du pouvoir municipal, qui « rançonne » cette nouvelle économie de services, en partie étrangère, pour soutenir le vieil emploi industriel, principal gisement électoral. Mais il est intéressant de noter que le krach de 1998, en toute logique, a davantage déstabilisé l'économie moscovite que celle des régions.

Vladimir KOLOSSOV et Olga VENDINA reviennent aussi sur le krach. Apportant de nombreuses précisions chiffrées sur le boom qui l'a précédé et sur les ambitions nourries pour faire de Moscou une place mondiale (au moins une « ville de l'information », selon Castells), ils montrent combien la chute du rouble a révélé les faiblesses de la mutation, ses déséquilibres abyssaux (immense disparité des revenus, décalage entre le déclin des fonctions de base et le surgissement de nouvelles fonctions « pointues », chute de la production et explosion des services financiers, etc.), et convaincu que la renaissance économique était encore à venir. Elle pourrait passer par un retour à l'industrie et à la recherche, et par un rééquilibrage national. L'avenir giserait donc en partie dans une reprise révisée du passé.

Abordant les rapports dans l'espace urbain, les auteurs soulignent non seulement une polarisation sociale renforçant des tendances anciennes, prenant parfois la forme d'enclos élitistes, mais aussi le difficile arbitrage entre de nécessaires aménagements attirant les investisseurs (notion de ville « machine de croissance ») et des programmes sociaux compensatoires qui ne seraient que justice. Un recentrage sur la ville habitée pourrait concilier les deux options. Mais le recyclage du vieux projet de centres-villes d'équilibre dans les arrondissements, par exemple, conduit à une appréciation contradictoire : repris dans un esprit marketing, ce projet ne conviendrait ni aux investisseurs ni aux habitants. Il faudra décidément inventer autre chose.

La rétrospective à laquelle s'exerce Elena CHPAKOVSKAIA éclaire bien cet aller-retour entre le passé et l'avenir. Une politique de ville « machine de croissance » était déjà une réalité sous Staline, lorsque l'objectif industriel prévalait. Elle aussi avait engendré la nécessité d'un « mécanisme compensatoire », notamment en matière de logements, un mécanisme qui n'atteignit sa pleine mesure que sous Khrouchtchev. Mais il manquait encore quelque chose pour satisfaire à la notion de « ville à vivre » et en effet, sous Brejnev, un projet de polycentrisme fut élaboré, qui avorta en raison de « l'influence négative d'un milieu urbain sous-développé ». Plus généralement, E. CHPAKOVSKAIA développe l'idée d'une combinaison omniprésente d'éléments « communistes » et « capitalistes » dans la société et la ville d'aujourd'hui : dans la confusion du pouvoir politique et du pouvoir économique, dans l'autocratie du maire, dans la volonté-même de reprise en main des affaires de la ville par l'État, dans la brutalité des opérations de relo-

gement conduites ou envisagées (notamment du centre vers la périphérie), dans la radicalité et la mégalomanie des projets adoptés en 1999 pour les vingt ans à venir. Autrement dit, la refondation est une vieille habitude, elle a seulement changé de couleur, de modèle et d'objectifs.

Ce sont ces objectifs, mais aussi les méthodes, que dénonce Tatiana EKATERINTCHEVA. Centrant son analyse sur le sort promis aux « cinq étages », ces milliers de blocs construits sous Khrouchtchev et qui permirent à la majorité, pour la première fois, d'accéder à un appartement individuel, elle s'inquiète des spéculations qui s'exercent sur cette proie. Un discours ambiant stigmatise leur vétusté et leur faible densité (celle-ci ayant été voulue par l'urbanisme d'alors, soucieux de faire une large place aux espaces arborés) pour mieux récupérer les espaces bien placés qu'ils occupent. Des cessions aux investisseurs privés sont prévues, contre le relogement sur place des habitants, mais dans des compartiments ségrégués. En réalité, le marché de ceux qui demandent de nouveaux standards résidentiels est saturé. Les « nouveaux Russes » sont déjà relogés et la classe moyenne ne parvient pas à suivre.

N'empêche. La menace, toujours tapie (le maire semble tenir beaucoup à cette vaste entreprise), révèle tout à la fois la dureté des temps et la passivité des habitants. Les investisseurs ont du mal à trouver la rentabilité, ce qui conduit à revenir à la facilité des logements types. L'État et la municipalité sont contraints de céder de plus en plus sur l'atout qui leur reste, le pouvoir foncier, et de réduire leurs prétentions en retour. Les habitants, englués dans leurs problèmes de survie, sombrent dans un « individualisme négatif », ce qui contredit quelque peu l'éclairage plus positif donné par A. BÉRÉLOWITCH et J.-F. CHÊNE. On retrouve, sous la plume de T. EKATERINTCHEVA, les thèmes lancinants (très présents dans les classes moyennes moscovites) du chaos, de la perte d'identité, de l'incertitude des règles, du manque d'attention aux besoins, du déficit de direction après trop de direction, du caractère « oligarco-anarchique » du régime.

La tonalité de l'article de Jean RADVANYI est bien différente. Concédant qu'il est difficile de faire la part exacte, chez le maire Loujkov, du bon gestionnaire de la chose publique et de l'homme privé soucieux d'enrichir un petit clan, reconnaissant la dérive autoritaire de ses méthodes de gouvernement, J. RADVANYI préfère insister sur le caractère positif d'une action municipale vigoureuse, cohérente, et présente sur tous

les fronts. Il confirme le bras de fer engagé avec le pouvoir fédéral, notamment en matière de maîtrise foncière et immobilière (cf. E. CHPAKOVSKAIA), mais au bénéfice de cette maîtrise. On concède à bail plutôt qu'on ne vend. Une vaste structure de contrôle est ainsi réalisée sur les nouvelles implantations économiques, ce qui permet à la municipalité d'y prendre une part active, de participer à l'initiative comme à la prise de bénéfices. L'engagement économique de la municipalité va jusqu'au sauvetage de vastes secteurs industriels obsolètes mais stratégiques (automobile, électronique), comme l'indiquait aussi H. SULTAN-TAÏEB. J. RADVANYI nous rassure ainsi quelque peu sur le thème de la désindustrialisation, rejoignant le souhait exprimé par V. KOLOSSOV et O. VENDINA. Il n'occulte pas pour autant la prééminence du nouveau secteur tertiaire, dont les officines privées criblent désormais la ville, à l'opposé des services publics d'antan, toujours géographiquement très concentrés.

Quant à l'espace urbain, J. RADVANYI rappelle la lente et profonde dégradation d'avant Loujkov (élu en 1992, réélu fin 1999), et tout ce qui a été fait depuis, conforté et prolongé par le nouveau plan directeur (juin 1999). On peut citer la récupération du centre historique pour une politique architecturale identitaire (dont on peut discuter les outrances); la migration vers la périphérie des industries, laboratoires et administrations encombrants (ce qui explique certaines statistiques alarmantes), mais aussi des gens au profit d'une élite (et de leurs affaires); la volonté de redonner au centre de Moscou la valeur d'une vitrine, au risque d'en faire un placard publicitaire (le passage d'une ville-temple à une ville-bazar, selon une formule de VENDINA et KOLOSSOV, est cependant contredit par l'important effort patrimonial); l'impulsion donnée à la création de nouveaux nœuds d'affaires et d'animation hors du centre, parmi lesquels l'ambitieuse et très verticale Moskva-City; et surtout les grands travaux d'infrastructure: anneaux autoroutiers pour accueillir un boom automobile exceptionnel (parc multiplié par 6 en 20 ans), remise aux normes (occidentales et avec des entreprises occidentales) de tous les réseaux, en progressant du centre vers la périphérie, etc. Une étrange réforme du découpage territorial a facilité cette action: les municipalités locales (124 *raïon* ou rayons) ne couvrent plus que les espaces résidentiels, à l'exclusion des grandes voies et autres espaces techniques.

Comme E. CHPAKOVSKAÏA et T. EKATERINTCHEVA, J. RADVANYI aborde le programme controversé des *khrouchtcheby*, ces habitats de masse, mais à faible densité, que le pouvoir municipal voudrait refai-

re à neuf et sur d'autres bases, en s'alliant à des promoteurs privés intéressés par l'aubaine foncière. Sur ce sujet aussi, J. RADVANYI choisit d'éclairer plutôt positivement un programme apparemment inscrit dans les intentions électoralistes du maire. Comment aurait-il la vertu d'aider à « conserver la confiance des électeurs » s'il ne répondait pas à une vraie attente de la majorité? Le débat est ouvert.

Quoi qu'il en soit, l'ampleur d'un tel programme, même s'il reste en pointillé, est bien à la mesure des autres chantiers du maire et des autres mutations en cours, c'est-à-dire à l'échelle de la ville, des 13 millions d'habitants de l'agglomération entière, voire des ambitions planétaires dont elle est à nouveau porteuse. Bien que le mot n'ait pas été prononcé (il n'avait pas encore été lancé à ce stade du séminaire), on ne peut guère contester qu'il y ait de la refondation dans l'air à la fois par la volonté d'une politique vigoureuse et par le renouvellement radical des voies et moyens: la privatisation, le marché foncier, le partenariat avec des firmes et intervenants occidentaux, la place faite au commerce, aux services, à la banque, à l'information, bref la soumission ou l'adhésion aux valeurs de la compétition mondiale. Ce retournement des valeurs en Russie n'est plus une révélation, mais son inscription sur le destin et la forme d'une ville l'est davantage.

Cinq fractures (Moscou)

Cinq lignes de fracture, au moins, sont apparues au fil de ces textes, plus ou moins marquées selon les analyses, confirmant plus ou moins la fracture majeure, celle de 1991, et confortant plus ou moins la thèse de la refondation.

La fracture passé/futur est relativisée par la permanence de la dérive autoritaire (dont la perception cohabite paradoxalement avec la hantise du chaos), par une réactivation de pratiques marginales de survie (mais survie et chaos ont pris un autre sens que sous le communisme), et surtout par la pesanteur du présent, trop lourd à soulever même pour un maire tout-puissant. La majorité des habitants reste dans l'expectative, une expectative calée sur le temps long selon certains auteurs, sur un temps plus court selon d'autres, quant à l'amélioration des principaux paramètres de la vie quotidienne. Nombre de Moscovites sont heureux de pouvoir encore habiter, désormais en propriétaires, les *khrouchtcheby* et autres *brejneby*, même vétustes, et les espaces arborés qui les baignent.

La fracture Moscou/Russie fait l'objet d'interprétations fortement nuancées. La tendance à l'insularité moscovite semble faire consensus (Cf. VICHNEVSKI, KOLOSSOV et VENDINA). Elle est cohérente avec la mise sur orbite de la métropole, plus soucieuse de se brancher sur la planète que d'assumer son rôle de capitale. Mais J. RADVANYI conteste la formule « Moscou et le désert russe ». D'abord parce que les statistiques sont trompeuses. Les quelque 80 % d'avoirs bancaires attribués à Moscou englobent les fonds qui transitent vers les régions. Ensuite parce que nombre de villes régionales développent une stratégie similaire d'autonomie tournée vers le large. A. VICHNEVSKI ajoute qu'elles font concurrence à Moscou pour attirer à elles la maigre ressource démographique.

La fracture Russes/Étrangers prolonge la précédente et consacre également le nouveau destin de Moscou, mais dans la même ambiguïté. La chute brutale de la démographie russe pourrait être le signe d'un accomplissement (cf. pays développés), elle est au contraire un signe mortifère, comme en témoigne la régression de l'espérance de vie. Elle entraîne pourtant des comportements et phénomènes similaires à ceux de l'Europe de l'Ouest. Le recours à une main-d'œuvre étrangère s'accompagne de la même attitude schizo-phrénique. L'opinion publique se réjouit des mesures restrictives (maintien de la *propiska*) prises par le pouvoir municipal quant à l'entrée des immigrants (RADVANYI), alors que de toute évidence les nouvelles ambitions de Moscou passent par l'immigration (VICHNEVSKI), non tant pour compenser le recul démographique que pour accomplir les tâches dont les Russes ne veulent plus.

Il faut noter que l'immigration étrangère provient exclusivement des ex-républiques sœurs, ce qui est encore un élément de permanence, mais que la xénophobie qu'elle suscite est fortement marquée par l'actualité. Notons encore une dimension qui n'a pas été développée dans ces pages : ces voisins du Sud immédiat ne fournissent pas seulement des « brigades » de travail, mais aussi des commerçants, négociants et hommes d'affaires souvent prospères et souvent taxés de fonctionnement mafieux. Des secteurs économiques entiers paraissent dominés par eux, au grand dam des citoyens les plus pénalisés par la nouvelle donne. Il est évident que l'expression « nouveaux Russes », utilisée pour désigner les nouveaux riches, intègre cette dimension stigmatisante.

La fracture riches/pauvres a pris clairement toute sa dimension avec le surgissement de la nouvelle éco-

nomie, face une économie « soviétique » désormais fantomatique, qui continue d'assurer le minimum envers et contre tout (cf. SULTAN-TAÏEB, KOVALSKY). C'est la nouvelle économie, évidemment, qui suscite une nouvelle conception de la ville, et ce sont naturellement les projets intéressant l'activité ou l'espace résidentiel des « nouveaux-riches » qui progressent le plus vite. Il est difficile de mesurer l'osmose qui s'opère, jusqu'au sein des familles, entre les deux économies. Il est plus aisé de repérer, sur le terrain urbain, la brutale opposition, notamment lorsqu'elle prend la forme d'un habitat somptuaire et sécuritaire, ou lorsqu'elle produit des cortèges de *babouchka* tentant désespérément de vendre, près des bouches de métro, une paire de bas ou un réveil-matin.

La fracture ville/forêt n'a guère été évoquée. Pourtant, l'environnement forestier de Moscou n'est pas qu'un écrin. Il engendre une sorte d'antithèse urbaine aussi significative des récents changements que les remaniements opérés sur la ville elle-même. A la perspective d'une refondation in situ, sur la ville agglomérée existante, s'ajoute celle d'un espace alternatif, où a commencé de se développer une forme résidentielle inversant tous les paramètres de la ville de Khrouchtchev, excepté la présence de l'arbre. A partir d'une vieille tradition de la *datcha*, résidence estivale plutôt élitiste quoique rustique, proche des isbas villageoises, tradition relayée par les cabanes des coopératives de jardinage multipliées par le pouvoir communiste finissant, une sorte de rush bucolique s'est emparé d'une majorité de Moscovites lorsqu'un marché foncier a pu s'instaurer. Les nouveaux-Russes y sont aussi et, de la cabane au château, en passant par les « cottages » des lotissements à la mode, chacun semble vouloir accéder à un logis individuel dans une vraie forêt. Mais on ne sait pas encore s'ils viendront y habiter pour toujours, ou s'ils se régleront sur une alternance saisonnière.

Shanghai, une refondation immédiate

La refondation de Shanghai n'est pas une expectative, elle s'impose avec une évidence insolente, et sur trois fronts : duplication (ville neuve sur une autre rive, avec un nouveau centre), renouvellement (transformation radicale in situ, autour du vieux centre), reclassement (relogement des populations les plus modestes en périphérie).

En retraçant l'histoire de Shanghai sur une base spatiale, c'est-à-dire en construisant un atlas historique de la ville, Christian HENRIOT confirme bien l'impact physique et urbain des grandes ruptures politiques et économiques de ces deux derniers siècles. Dès 1849, l'installation des Concessions étrangères fit de Shanghai un « laboratoire de modernité », qu'elle est redevenue aujourd'hui après un long intermède d'urbanisation « retardée ». La guerre (japonaise, puis civile) est contemporaine d'un Staline bâtisseur, et le régime maoïste est loin d'avoir le même bilan, en nombre de logements, que Khrouchtchev et Brejnev. Le contraste est d'autant plus saisissant que la fulgurance démographique ne s'est guère démentie pendant ces années-là, malgré ou à cause de la guerre, et en dépit de la politique d'endiguement qui suivit. A la *propiska* russe correspond le *hukou* chinois. Mais la croissance naturelle relaya l'immigration.

Le signal du renouveau urbain que nous connaissons aujourd'hui fut lancé deux fois : en 1979 avec la politique d'ouverture (plus nette que celle de Gorbatchev en 1985), en 1990 avec le coup d'envoi de Pudong, l'autre Shanghai, sur l'autre rive du fleuve Huangpu. Un an avant la chute du communisme russe, l'accélération urbaine chinoise, qui avait jusque-là surtout profité à Canton, se mua en une « frénésie de progrès » dont Shanghai est désormais le fer de lance. Une « déferlante de constructions » et de verticalisation s'abattit sur un patrimoine figé, taudifié, avec comme objectif annoncé de faire passer de 4 à 10 m² la surface habitée par habitant. Objectif atteint en dix ans. C'est sans doute une des raisons de l'adhésion des populations à cette poussée de modernisme (on a vu qu'avec des résultats moindres, les votes moscovites vont dans le même sens). Mais il y a lieu de s'inquiéter des conséquences, à terme, d'une architecture anonyme aussi radicalement imposée. Dans l'immédiat la bulle immobilière, produite par une exploitation précipitée du « gisement » foncier, place Shanghai dans un tournant critique. En toile de fond, la « crise asiatique » fut quasi contemporaine du « krach du rouble ».

Pendant ce temps, les courbes démographiques de Shanghai et de Moscou ont curieusement suivi une évolution parallèle. L'explosion économique et urbaine s'est accompagnée, dans les deux villes, d'une stagnation démographique presque égale : légèrement régressive à Moscou, modestement progressive à Shanghai. Dans les deux cas on aboutit aux mêmes tiraillements entre un désir de fermer la ville à l'immigration et la réalité d'une forte demande en main-d'œuvre peu qualifiée. Les citoyens de l'une et l'autre villes se refusent

aux tâches pénibles tandis que les chantiers se multiplient. La population temporaire ou « flottante » résout la contradiction. On la compte par millions, plus ouvertement à Shanghai qu'à Moscou.

Mais le parallélisme des courbes est trompeur. Les migrants qui frappent aux portes de Moscou sont désormais des étrangers, ceux de Shanghai sont des paysans de l'arrière-pays. L'enfant unique est douloureusement imposé en Chine, il est désespérément à la mode en Russie. Les perspectives de croissance de la population urbaine sont encore considérables en Chine. Elles ne le sont pas en Russie, même si les frontières s'ouvraient.

Eric BAYE nous donne des précisions sur l'étonnant effort d'équipement dont Shanghai a fait preuve au cours de ces dernières années pour affronter le nouveau siècle. La liste des réalisations est longue. Les chiffres avancés confirment, s'il en était besoin, l'accélération exceptionnelle qui s'est produite au tournant des années 90 : investissements municipaux passant de 0,4 à 6, puis à 38 millions de yuans en 1978, 1991 et 1996 ; multiplication par 20 des investissements étrangers entre 1985 et 1996 (15 milliards de dollars cette année-là) ; 5000 hectares cédés à bail entre 1988 et 1993, etc. On retrouve, plus fiévreux qu'à Moscou, un capitalisme foncier municipal qui permet de financer les grands équipements, lesquels renchérissent le foncier, etc. ; on retrouve aussi le passage obligé, pour les investisseurs et opérateurs extérieurs, d'un partenariat sourcilieux.

Si la place est exceptionnellement attractive (progression générale du pouvoir d'achat des habitants, position stratégique de Shanghai à la confluence des axes de développement régionaux et supra-régionaux), le parcours du combattant est aussi rendu difficile à la fois par l'orgueilleuse confiance des négociateurs de la place et par le « mystère institutionnel ». Ne s'agit-il que d'un point de vue occidental ? Le fait est que l'immense majorité des investissements proviennent des voisins proches et notamment de Hongkong. (6,3 milliards de dollars en 1994), juste retour du mouvement qui s'était opéré en sens inverse lorsque les « capitalistes » chinois de Shanghai avaient dû fuir cette ville pour se réfugier dans la colonie britannique, et aussi à Taiwan, quatrième investisseur en 1994.

Le « mystère institutionnel » comporte quelques analogies avec le cas de Moscou, mais souligne surtout l'énorme différence des deux situations. Au titre des analogies, on peut citer la confusion qui s'instaure

entre intérêts publics et privés, ainsi que le jeu de pouvoir qui oppose les instances nationales et municipales. En 1988, Shanghai a pu s'affranchir de la lourde rançon fiscale (87 % des taxes partaient à Pékin) qui la paralysait. Mais le pouvoir central tente régulièrement de reprendre la main, notamment pour contrer le « cavalier seul » que Shanghai est tenté de jouer, parfois oublieux (comme Moscou?) de ses responsabilités sur l'échiquier national. On voit ainsi que l'éloignement géographique de la tête de l'État n'est pas plus libérateur que la cohabitation, parfois complice, qui préside à Moscou.

La différence entre Shanghai et Moscou tient avant tout au pouvoir du maire à Moscou, à la dispersion des pouvoirs à Shanghai. Le maire de Moscou est élu, démocratie oblige, mais il gouverne en autocrate. Tout passe par lui et revient à lui. Le maire de Shanghai est nommé, mais son pouvoir se dilue dans les arcanes des multiples et redondantes commissions municipales ou nationales, dans les pratiques autonomes et divergentes des districts, et dans les logiques d'entreprise des services et bureaux devenus compagnies commerciales, tout en restant formellement dans le giron municipal. Il n'est pas sûr qu'on ait tout à fait bien compris comment, avec une telle complexité d'organigramme, ou peut-être grâce à elle (qui agirait dans le sens d'une synergie), on parvient aussi rapidement à d'aussi profondes mutations urbaines.

Un point d'importance relie encore Shanghai comme Moscou aux pratiques de gestion « socialistes » : le plan à terme. A quelques mois de distance, les deux villes se sont données un plan directeur pour l'horizon 2020. Mais à comparer ce qu'en disent E. CHIPAKOVSKAÏA et E. BAYE, on mesure la différence de tonalité. Les audaces n'y ont pas la même ampleur et ce qui paraît brutal à Moscou semble aller de soi à Shanghai. Il y a encore de la conquête spatiale dans l'air de Shanghai quand le mot d'ordre à Moscou est aux arrangements plastiques, in situ. Cependant, l'une et l'autre cités entendent bien limiter leur peuplement, promettant à leurs habitants plutôt un meilleur habitat (Moscou), plutôt une meilleure mobilité (Shanghai).

C'est à propos de cette mobilité que Jean-François DOULET aborde quelques questions sociétales, dimension sur laquelle E. BAYE s'était arrêté à regret. La nouvelle enveloppe spatiale de Pékin (mais l'observation est valable pour Shanghai), en augmentant considérablement les distances, complexifie les comportements de mobilité, mais aussi la différenciation sociale. La disparition partielle des unités de travail

(*danwei*), qui géraient l'habitat et la socialisation dans une relation de proximité domicile-travail, fait place à une diffusion des réseaux de relation et de consommation. La diversification de l'offre de transport répond à cette nouvelle dynamique. Le cycle, conquête sociale encore récente, défend son « droit à la ville » en se motorisant, mais doit néanmoins céder la meilleure part de la voirie aux véhicules à quatre roues, parmi lesquels le taxi est roi. Cette histoire ne fait que commencer si l'on en juge par ce chiffre : la voiture personnelle ne concerne encore, à Pékin, qu'un ménage sur cent.

Natalie DELANDE revient sur une inquiétude exprimée par C. HENRIOT : la sauvegarde d'ores et déjà fort compromise du patrimoine urbain de Shanghai. Ses habitants se réveilleront-ils un jour, à force d'architecture internationale, sans repères identitaires ? Sans ouvrir le débat sur l'ancienneté et l'ambivalence de cette question (le patrimoine shanghaien hérité du siècle passé est lui-même fortement marqué de modernité internationale, tandis que la modernité actuelle n'est peut-être pas moins empreinte de données locales), N. DELANDE s'efforce de la relativiser et de nous rassurer. Depuis 1997 et surtout 1999, une série de signes forts témoignent d'un intérêt grandissant des autorités de Shanghai pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine « domestique » de la ville.

Après les monuments remarquables, des *lilong* entiers sont à présent classés. Ce sont ces fameux ensembles d'habitat horizontal (dépassant rarement deux étages) qui, à l'avènement du régime communiste (1949), occupaient 80 % de l'espace bâti. Tout l'éclectisme de l'époque des Concessions s'y exprime, mais aussi une manière de vivre considérée comme très locale, consubstantielle à ces profondes courées désormais surpeuplées et vétustes. Cependant, beaucoup de *lilong* ont déjà cédé la place à l'architecture verticale des nouvelles activités centrales. Le paroxysme de cette vague d'éradication se situe en 1995, mais 100 000 familles ont encore été touchées par le dédoublement de la rue Yan'an achevé en 1999. De 1993 à 1997, 8 000 hectares ont ainsi été « vendus » (en réalité cédés à bail) par la puissance publique, plus de la moitié de la recette ayant été consacrée au relogement des populations à la périphérie. A noter que ce vaste « déménagement » intègre une politique de privatisation du logement, qui offre un choix aux familles déplacées, et qui s'applique aussi, comme à Moscou, aux occupants du parc des « 5 étages » construits après 1949.

Outre le classement, une politique de rénovation de logements anciens a également été lancée, qui s'applique aussi bien aux barres de 5 étages qu'à certains lilongs rescapés. En 1999, 50 000 logements ont vu leur équipement remis à niveau. En 2000, un millier d'immeubles barres devaient voir leur toit-terrasse surmonté d'un toit en pente couvert de tuiles. On remarque avec intérêt la portée autant symbolique (et esthétique) que technique de cette opération, le retour à des formes classiques permettant d'améliorer l'étanchéité défectueuse d'une architecture anonyme. Le même élan de réhabilitation du tissu urbain hérité, qui repava des dizaines d'artères, qui condamna trois millions de mètres carrés d'appendices et édifices illégaux, qui décréta la disparition de tous les marchés de rue (au profit de marchés couverts), redonna aussi de belles couleurs aux façades sur rue de certains lilongs.

Ce nettoyage de la ville, qui put aussi bien servir de justificatif à la disparition des lilongs les plus vétustes, est relayé par des initiatives plus profondément patrimoniales. N. DELANDE en analyse au moins deux en détails. La première est à porter au crédit d'un arrondissement (Jing'an), dont les autorités réagirent les premières contre la brutalité du nouvel urbanisme. Complétant le tournant pris par la politique municipale, elles donnèrent un coup d'arrêt aux destructions de lilongs, entreprirent un inventaire détaillé du patrimoine domestique non-classé, et s'engagèrent dans une approche dite « scientifique » de la gestion urbaine, croisant avec réalisme le problème patrimonial et identitaire avec celui des finances locales et de la demande immobilière.

La deuxième expérience revêt une dimension nationale par sa portée symbolique. Il s'agit, à partir du Site du Premier Congrès du Parti Communiste Chinois (dans l'ancienne Concession française), d'un vaste projet en *joint venture* portant sur 52 hectares. Comme des poupées russes, s'y emboîteront des opérations patrimoniales au centre, modernistes en périphérie. Au cœur de lilongs soigneusement réhabilités, un écomusée est prévu, des rues piétonnes aussi. Un lac et un parc de loisirs achèveront de valoriser un site autour duquel s'installeront des programmes immobiliers et un grand complexe multi-fonctionnel, ultramoderne. Détail important: les lilongs réhabilités auront été préalablement vidés de leurs habitants, certes bien indemnisés, et leur fonction résidentielle fera place à des activités essentiellement commerciales... Le projet s'inscrit délibérément dans une problématique de « réutilisation » (à d'autres fins) d'un patrimoine domestique ancien. On escompte néanmoins que cette

opération de réhabilitation contribuera à lancer un nouveau marché immobilier, et que Shanghai saura, dans ce domaine aussi, inspirer la Chine après s'être nourrie de diverses expériences internationales, dont celle de Singapour.

Au-delà de l'inquiétude patrimoniale, le chambardement économique et urbain suscite aussi des interrogations sur l'évolution des mœurs et des comportements. Liane MOZÈRE, d'origine chinoise, redécouvre la société dont elle est issue et lance des pistes pour l'étude des « urbanités » en mouvement. L'époque se prête encore à l'observation du legs des années révolutionnaires, où le contrôle urbain et la contrainte des migrations (chacun devant rester « à sa place ») limitait la confrontation à l'altérité, où l'égalitarisme et le collectivisme imposaient une transparence des activités les plus intimes, bannissant tout ce qui pouvait rappeler les affects petit-bourgeois.

Croisant ses observations avec celles dont témoigne la filmographie chinoise contemporaine, L. MOZÈRE multiplie les exemples d'attitudes qui contrastent fortement avec celles de l'Occident, non sans s'obliger à un détour par l'anthropologie urbaine (Simmel et les autres) inspirée de la ville occidentale. Ce détour lui permet de mettre en lumière l'absence, dans la grande ville chinoise, de « relations individualisantes », la dominance de « relations instrumentales », brutes de toute formule de courtoisie, qu'elle oppose non seulement à la complexité de l'étiquette dans la Chine ancienne, mais aussi aux codes qui persistent dans la grande ville occidentale en dépit de la « résistance aux stimuli » qu'impose la densité humaine, l'hétérogénéité, l'anonymat (la fameuse trilogie), et le trop grand nombre d'interactions dans lesquelles il est impossible de s'engager. Difficile, toutefois, de démêler ce qui revient à l'œuf et à la poule. Le non-engagement dans les « micro-interactions » (par exemple de part et d'autre d'un guichet ou dans un compartiment de chemin de fer) peut s'expliquer par un régime totalitaire, mais est en soi un frein à la démocratie.

L'ouverture économique, l'explosion urbaine, l'intrusion des référents occidentaux sont peut-être en train de changer la donne, même si la Chine continue de souffrir de tensions entre ouverture et fermeture. Les changements dans les comportements d'urbanité seront probablement plus durables et profonds que ceux que tenta d'obtenir Chiang Kai-Shek en 1934, avec son mouvement « Nouvelle Vie » et ses slogans (« ne pas cracher », etc.). Ils passent encore très largement par le truchement d'une intervention publique,

notamment par le nouvel habitat et par l'équipement urbain, qui marquent de nouvelles frontières, beaucoup plus nettes, entre l'espace public et l'espace privé. Le confort sanitaire, par exemple, dans les appartements individuels comme dans les lieux publics, modifie complètement le rapport à la pudeur. Les biens et les modes de consommation jouent aussi un grand rôle. Ils introduisent une relation de prestataire à clientèle. Mais les emprunts à l'Occident sont rapidement « sinisés », l'hybridation puisant souvent dans le vieux fonds des codes et mentalités d'ancien régime. Affaire à suivre.

« Quitter la terre mais pas le village », ce slogan de l'époque de Deng Xiao Ping, que rappelle L. MOZÈRE, pourrait introduire le témoignage d'Anne VALLETTE. Décrivant trois villages des environs du lac Taï (à 80 km de Shanghai), elle montre combien la vie rurale dans le delta du bas Yangzi a, elle aussi, connu des mutations profondes. Appauvris sous Mao par une surpopulation croissante, les paysans ont bénéficié, à partir de 1978, d'une série de réformes qui ont libéré leurs mouvements et leur production, et assuré une élévation constante de leur niveau de vie. Si certains partirent travailler à Shanghai, diversifiant les sources de revenu des familles, les autres trouvèrent sans partir d'autres occasions de diversification. La grande affaire, en effet, fut le développement d'une petite industrie rurale, transformant sur place des surplus agricoles (hors quotas) désormais commercialisables : produits alimentaires, produits textiles (dont la soie), produits médicinaux. Cette industrie et ses dérivés (transports, etc.) occupent dès 1990 un tiers des actifs, beaucoup de femmes trouvant elles-mêmes un emploi à domicile (broderie sur soie).

Le bas Yangzi bat encore un record : c'est ici que l'industrie rurale participe le plus, en Chine, à l'accroissement des revenus villageois. On en voit d'ailleurs le résultat dans la modernisation de l'habitat. Les maisons sont neuves, extérieurement carrelées de blanc, pourvues d'étages et de vitres teintées. Cependant, elles restent généralement vides de meubles, trop grandes pour leurs propriétaires endettés. Le bien-être a incontestablement progressé, mais d'autres problèmes apparaissent, y compris la perspective d'une disparition par absorption dans les nouvelles zones d'activité, qui fleurissent dans les parages des villes de Wuxi et de Suzhou.

Suzhou, capitale de la soie, référence du goût chinois depuis les Song, est elle-même en danger d'implosion dans le cadre de la « mégalopolis » du bas

Yangzi, en cours de formation dans l'axe Shanghai/Nanjing (Nankin). Philippe JONATHAN, à la suite d'une commande de la ville de Suzhou, s'interroge sur la place qui revient au lac Taï et à ses abords dans cette mégalopolis. Peu profond mais très étendu (près de 5 000 kilomètres carrés), le lac Taï est lui-même, avec ses îles, un haut lieu de la culture chinoise. Il est à présent, pour Shanghai, le gisement d'eau le plus naturel (mais déjà en cours de pollution et d'envasement), ainsi qu'une réserve de nature dont les habitants de la mégapole sont de plus en plus demandeurs. Il pourrait être cette « place de l'inhabité » que Nietzsche réclamait pour le salut de la société technico-scientifique.

Le traditionnel « tropisme lacustre » du tourisme chinois (les Shanghaiens eux-mêmes boudent l'océan tout proche) devrait amener, dans dix ans, dix millions de visiteurs (par an) vers le lac Taï. Tout le débat consiste à concilier cette perspective avec la lutte contre la pollution et les projets destructeurs, et à faire prévaloir l'option d'un espace de silence et de contemplation, que tant de poètes et de peintres ont chanté depuis des siècles. Ph. JONATHAN a fait appel à Gilles Clément, et à sa notion de « jardin planétaire ». Une approche par les voies d'eau, si nombreuses à sillonner le Delta, devrait permettre de renouer avec l'esprit des lieux. Le Grand Canal relie Suzhou à Pékin depuis mille ans. Pourquoi pas des croisières entre Shanghai et le lac Taï en ce nouveau millénaire ? Dans l'un et l'autre cas, la prospérité économique fut ou sera au rendez-vous. Voilà donc un défi de plus pour Shanghai et sa région, et l'occasion d'innover, comme pour la question patrimoniale, en mariant le passé le plus lointain au futur le plus fou.

Cinq fractures (Moscou-Shanghai)

Si l'on reprend (à l'envers) la liste des cinq fractures que nous avons identifiées à propos de Moscou, on notera que la cinquième, qui opposait la ville à son environnement régional immédiat, ne déclinait pas les mêmes thèmes que dans le bas Yangzi. Pourtant, dans les deux cas, il est question de l'échappée des citadins hors de l'espace aggloméré. Mais tandis que la forêt moscovite s'offre aux initiatives individuelles et à un marché de la « maison des bois », la campagne et les lacs du bas Yangzi s'organisent pour canaliser un tourisme de masse. D'un côté chacun s'installe chez soi pour l'été, de l'autre on suivra le guide pour un dimanche. Par ailleurs, on voit que le bas Yangzi est lourd d'enjeux à la fois environnementaux et agricoles, qui sont loin d'être aussi aigus autour de Moscou. La

transformation d'une vie rurale dense n'est pas exactement le problème de la Moscovie, bien que des analogies puissent évidemment être faites entre des populations paysannes sorties du collectivisme agricole et confrontées à la diffusion urbaine.

La quatrième fracture, opposant riches et pauvres, est peu ressortie à propos de Shanghai, tandis que les « nouveaux Russes » et les stratégies de survie sont dans tous les discours à Moscou. Il est pourtant évident que la disparité des revenus est du même ordre à Shanghai qu'à Moscou, les programmes immobiliers en portant foi. Mais la stigmatisation des nouveaux riches ne semble pas aussi obsédante, sans doute en raison d'une adhésion plus forte et plus générale au changement, à la modernisation, à l'enrichissement, et surtout aux moyens d'y parvenir. En revanche, s'il y a stigmatisation dans les villes chinoises, c'est en direction des nouveaux pauvres que sont les populations « flottantes », celles qui, selon L. MOZÈRE, ont perdu tout droit social en s'éloignant du village de leur *hukou*, et que divers programmes urbains tentent d'évincer de l'espace public (cf. DELANDE) tout en les exploitant sur les chantiers.

La troisième fracture n'a quasiment pas d'objet à Shanghai, en tout cas pas dans les termes où elle se présente à Moscou. L'opposition Russes-Etrangers qui, sur fond de guerre tchécoslovaque, est perceptible dans les évitements sur les marchés ou dans la rue, n'a pas son équivalent dans la métropole du Yangzi. Sauf exception, les étrangers ne sont présents que dans les hautes sphères des affaires; il n'y a pas de flux de peuplement venu d'au-delà des frontières. L'analogie entre les républiques ex-soviétiques et les « dragons » chinois d'outre-mer ne peut donc être faite terme à terme. La question taïwanaise est ailleurs. Mais on peut cependant établir un parallèle entre deux situations où « l'autre » est un ex-membre de la famille. Et où les stratégies économiques sont obligées de tenir compte du risque politique à trop dépendre de cet étranger trop proche.

La deuxième fracture rapproche davantage les deux métropoles. Elles ont toutes deux du mal à sortir d'un égotisme qui les éloigne de leurs responsabilités nationales. Responsabilités évidentes pour Moscou, responsabilités de commande pour Shanghai, qui doit naviguer dans la contradiction d'une émancipation récemment conquise à l'égard de Pékin, mais par la grâce de Pékin et dans le cadre d'une mission assignée par Pékin. Shanghai ne doit plus devenir ce comptoir international qu'il fut jadis, et Moscou ne peut se

contenter de rester une île de prospérité branchée sur le monde. Pourtant, l'une et l'autre sont candidates au club des villes mondiales ou *global cities*, dont on sait qu'une des caractéristiques est de vivre en apesanteur. En outre, contrairement à Moscou, Shanghai n'a pas la faculté politique et administrative de peser sur les choix de développement d'un arrière-pays aux prérogatives jalouses, et soumis à Pékin. Même pour le tout proche lac Tai, la question se pose avec force.

La première (et dernière) fracture, enfin, pourrait comme la troisième être sans objet à Shanghai, si toutefois l'on s'arrêtait à l'image d'ouragan que laisse le passage, sur cette ville, de l'ouverture au changement. Si rien ne doit rester du passé, où est la fracture passé/futur? La négation d'une telle fracture pourrait aussi se déduire de la continuité du régime. Il n'y a pas eu de révolution politique. Mais tous les articles consacrés, dans ce volume, au cas de Shanghai soulignent à l'envi le tournant décisif de 1990, précédé de la révision thermidorienne de 1979. Si donc le passé est balayé, il n'est pas loin dans le temps. Tout habitant l'a vécu et porte en lui cette fracture, bien illustrée par L. MOZÈRE. En outre, tandis que la tornade s'assagit, le passé ressurgit avec la question patrimoniale (les *lilong*...) et environnementale (les lacs...) avec, chaque fois, un impossible défi.

Hongkong, une refondation pionnière

Contrairement à Moscou et Shanghai, Hongkong est l'un des lieux où s'inventa la modernité urbaine du second vingtième siècle. Dans un cadre plus régional, c'est ici que s'expérimenta la modernité chinoise pour le siècle qui commence. Shanghai regarde vers Hongkong (et vers les autres belles chinoises d'outre-mer que sont Singapour et Taïwan) sans toujours se l'avouer. Hongkong fut le principal artisan « extérieur » (son statut d'après 1997 justifie encore ce qualificatif) de la refondation shanghaienne. Pourtant, loin de se laisser dépasser, Hongkong poursuit son mouvement pionnier. Dès les années 80, anticipant son retour à la Chine, elle se remet en chantier, ressentant une sorte d'urgence à se projeter dans l'avenir tant qu'elle avait encore prise sur les règles du jeu.

Comme à Shanghai, la modernisation du centre des affaires suppose que soit redéfinie la fonction résidentielle. Le district central ne peut plus s'accommoder d'une surpopulation croissante dans un parc de

logements souvent vétuste. La création de villes nouvelles dans les Nouveaux Territoires (ceux qui furent acquis à bail par les Britanniques en 1898), amorcée de longue date, reçut une impulsion décisive dans les années qui précédèrent la restitution. Essentiellement consacrées à l'habitat, leur récent développement est, dans une certaine mesure, un contrecoup du dernier effort d'équipement en faveur d'une place mondiale soucieuse de garder son rang en dépit du changement politique. La différence avec Shanghai, c'est que cet équipement s'ajoute ou se substitue à d'autres, dans un continuum. Il n'y eut pas de parenthèse maoïste. Malgré l'ampleur et l'excellence novatrice des nouvelles installations, comme celles qui se rattachent au nouvel aéroport, ce n'est pas tant d'elles que du nouveau système résidentiel qu'émane le sentiment d'une refondation. Il est symptomatique que la plupart des contributions à ce volume, concernant Hongkong, s'attardent davantage sur les questions d'habitat que sur les fonctions centrales, même si elles soulignent le parallélisme, souvent symbiotique, entre les programmes d'habitat, les grands équipements, et l'économie tout entière.

Lionel BESSARD nous rappelle que près de 50 % du parc de logements sont désormais dans les villes nouvelles des Nouveaux Territoires, et qu'ils y sont à 80 % publics. Manifestement, le modèle de Singapour plane: le modèle Hongkong a donc lui-même un modèle. Mais l'élève n'est encore qu'à mi-chemin et n'ira peut-être pas plus loin. Sur l'ensemble du territoire, le parc privé représente encore près de la moitié du parc total (contre moins de 10 % à Singapour), en dépit de la progression du parc public depuis les années 50, quand la grande question était de résorber les squats. Cette progression stagne depuis 15 ans, sans doute parce que la taxation du secteur privé de l'immobilier constitue une ressource majeure pour l'État. Cette manne commence par le foncier, puisque l'État est seul propriétaire du sol, qu'il cède à bail (on remarquera que cette caractéristique est commune à Moscou, Shanghai et Hongkong). Mais les considérations économiques dépassent le budget de l'État. L'immobilier est en effet une manne aussi pour les holdings privés qui s'y consacrent. Mieux, pour l'économie entière. On considère que l'immobilier est le moteur du développement de Hongkong depuis 15 ans. L'État y trouve les ressources pour mener sa politique de grands équipements, les holdings immobiliers réinvestissent leurs gains dans les secteurs productifs de l'économie.

Il y a pourtant un malaise, qui ne tient pas seulement aux secousses de la crise asiatique qui, en 1997,

perturba ce cycle vertueux. Les logements de Hongkong sont chers et donc petits. Les ménages modestes ou moyens n'y trouvent pas leur compte, soit qu'ils vivent à l'étroit dans les logements publics (34 m² en moyenne et 7 m² par personne), soit qu'ils n'y aient pas droit et s'endettent sur le marché privé (consacrant souvent au logement plus de 50 % de leurs revenus), soit encore qu'ils patientent sur une liste d'attente interminable (7 ans en moyenne) en croupissant dans les logements vétustes de certains quartiers centraux.

Pourquoi ce paradoxe d'un secteur immobilier courtisé, au cœur de la prospérité et de l'image hongkongaise (comme on le verra plus loin), et d'une insatisfaction sociale qui inquiète le pouvoir? Une explication simple est que la rareté entretenue est bonne pour la tirelire immobilière, qui représente 25 % du PIB, 60 % de la capitalisation boursière, 30 % du budget de l'État. L. BESSARD insiste: les ménages sont aussi les bénéficiaires du système. Les recettes de l'État lui permettent d'alléger les impôts, le cycle vertueux accroît régulièrement l'emploi et les revenus, l'épargne des ménages augmente et participe à la spirale. En réalité, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. Une dualité s'instaure, en gros, entre les ménages propriétaires et ceux qui sont locataires, deux groupes numériquement égaux (50/50). Les premiers pâtiraient d'une baisse des valeurs immobilières. Or ils constituent une force politique plus stable que les seconds, et sont appelés à grossir leurs rangs car ici, comme à Shanghai et Moscou, et comme chez le précurseur singapourien où ils comptent pour 90 % de la population, la tendance est à la privatisation du logement public. Le gouvernement s'est donné pour objectif, pour 2007, un taux de 70 % de propriétaires.

Reste que, malgré toutes ces bonnes raisons de ne rien changer à l'équilibre du marché, l'État devrait être amené à augmenter sérieusement son rythme de construction, ne serait-ce que pour faire face à une immigration soutenue (en provenance du continent chinois), et à la résorption des habitats insalubres du district central. Peut-être faudra-t-il aussi qu'il libère quelque peu le foncier. La pression spéculative pourrait également baisser du fait que les nouvelles technologies de l'information sont en train de supplanter le secteur immobilier. Quoi qu'il en soit, une attention sera de plus en plus requise par un début de « phénomène de banlieue », car la dualité sociale se calque chaque jour davantage sur une ségrégation spatiale. Trop de villes nouvelles ne sont que des dortoirs pour les locataires de l'État, tandis que seuls les pauvres quittent le district central.

Sur le même sujet, l'analyse de Vincent FOUCHIER est assez différente. Le volontarisme aménagiste paraît l'emporter, à le lire, sur le calcul économique et politique. La pénurie foncière est consubstantielle au site montagneux de Hongkong, et singulièrement au site originel de la colonie, l'actuel district central (ou aire métropolitaine), où les densités brutes s'étagent entre 800 et 1000 hab./ha. Un phénomène « d'entassement non programmé », alimenté par diverses vagues migratoires de réfugiés, se solde par d'impressionnantes densités internes aux immeubles et aux appartements, avec fréquemment moins de 2 ou 3 m² par personne, et par l'insalubrité. C'est notamment le cas dans le nord de Kowloon, où les densités brutes atteignent 1700 hab/ha (à Mongkok) dans les années 80. Par ailleurs, de nombreux bidonvilles rassemblèrent jusqu'à 25 % de la population totale dans les années 60, et encore près de 300000 habitants en 1991.

Un *Metroplan* couvrant la période 1991-2011 s'efforce de dédensifier le centre de la métropole pour mieux l'organiser. Trois outils sont mis au service de cette ambition: la rénovation du bâti existant, l'accroissement des surfaces par poldérisation, le transfert du surplus de population vers les villes nouvelles, notamment au travers du vaste programme de logement public décrit par L. BESSARD. Rien de cela n'est nouveau. Les premières *reclaimed lands* datent de 1855, et les villes nouvelles furent lancées en 1960. Mais le plan de 1991 donne une impulsion nouvelle à une politique de densités désormais très pointue. Les coefficients d'occupation des sols (COS) sont strictement définis selon la distance aux nœuds de transport. A moins de 200 m des stations de métro, ils atteignent des valeurs maximales, la compagnie du métro étant souvent chargée de réaliser elle-même ces sur-densités immobilières. La densité générale du district central devrait néanmoins être divisée par deux.

Ainsi, la dédensification n'est pas l'ennemie des hyper-densités. Dans les villes nouvelles moins encore que dans le district central. Les hauteurs admises ne cessent de s'élever (plusieurs dizaines d'étages pour des immeubles types reproduits en série), les densités nettes obtenues atteignant 3000 hab./ha. Cependant, les densités brutes des villes nouvelles restent proches de 200 hab./ha. Elles incorporent, notamment, de vastes espaces verts sur des sites souvent escarpés.

Elisabeth PACOT nous introduit dans l'intimité du système architectural qui, sur le mode de l'îlot, assure ces hyper-densités ponctuelles. Elle nous montre

que, même à l'échelle de ces îlots, un jeu entre la verticalité extrême des tours (aujourd'hui jusqu'à cinquante étages) et l'horizontalité du socle d'où elles émergent dégage des parcours internes de services et de commerces, voire, sur la dalle supérieure, des espaces paysagers et sportifs tantôt publics, tantôt privés. Progressivement, après les premières formules dictées par l'urgence, les villes nouvelles de Hongkong ont développé cette culture du « podium », dont le but était d'assurer une autonomie fonctionnelle à des sites urbains encore mal reliés au centre. Sur les fonts baptismaux, on trouve le concept de « *city in a city* », celui de l'unité de voisinage (ordre de grandeur des îlots: 10 hectares), mais aussi les principes du *feng shui* (géo-mancie) pour le choix des sites et leur agencement.

Partant d'un socle à un seul niveau, le podium s'est peu à peu épaissi à 2, 3 ou 4 niveaux sur rez-de-chaussée, réalisant une stratification de fonctions qui, par un jeu de passerelles piétonnes, peut communiquer niveau par niveau avec des podiums voisins, voire avec un centre ville réunissant d'autres équipements, ou avec des espaces ouverts, également paysagers et piétonniers. Ainsi se trouve réalisée cette antithèse radicale, recherchée dès l'origine, de l'urbanisation congestionnée des vieux quartiers centraux. Les circulations piétonnes et automobiles sont strictement séparées, et les formes sont contrôlées, finies, ne laissant aucune place aux débordements (notamment sur l'espace public) qui furent autrefois le lot quotidien de Hongkong.

On peut s'interroger toutefois, avec E. PACOT, sur l'avenir de ce qui apparaît aujourd'hui comme le summum de la modernité, et qui est apprécié comme tel par la population. Car la ville y perd ses surprises, sa nature évolutive, sa diversité, sa transparence. Surtout, l'insularité consubstantielle au podium, certes adoucie par les connexions piétonnes, conduit aussi au syndrome de la forteresse lorsqu'un podium privé est plus luxueux qu'un autre et qu'il se ferme, ou à celui de l'univers factice lorsque les podiums intègrent des « temples » commerciaux parodiant, sous air conditionné, les attributs externes d'une ville (places, rues, boulevards...) qu'on ne trouve plus à l'extérieur.

L'avenir, c'est avec Marie-Hélène ORSAY qu'on s'en rapproche le plus. En nous emmenant dans la dernière ville nouvelle, Tung Chung, la neuvième, elle nous montre tout à la fois l'aboutissement d'une trajectoire urbanistique et un début de remise en cause. E. PACOT avait elle-même achevé son étude des podiums en évoquant Tung Chung, où l'insularité

massive des podiums était corrigée, fractionnée par un paysagisme conquérant. M.-H. ORSAY abonde sur la plastique d'une composition urbaine très ouverte, bénéficiant d'un soin formel extrême, mise en scène autour de deux grands axes piétonniers, et réduisant les densités nettes à quelque 1 400 hab./ha contre 3 000 dans d'autres villes nouvelles. Mais, avant même qu'elle ne soit achevée, cette ville idéale est rattrapée par une « *realpolitik* » qui se voit obligée, pour une seconde phase, de réviser à la baisse la qualité urbaine, à la hausse les densités, afin de répondre à la demande sociale. Comme l'annonçait L. BESSARD, l'effort de construction de logements publics doit être prosaïquement repris et amplifié, ne serait-ce que pour abaisser de 7 à 3 ans le temps d'attente des postulants, et sans doute au détriment de l'effet vitrine auquel Tung Chung participait.

En effet, la ville nouvelle de Tung Chung, bâtie sur l'île de Lantau, est l'un des dix programmes qui accompagnent la construction, aux flans de la même île, du nouvel aéroport. A ce titre, elle répond aux objectifs que Hongkong s'est donnés pour affirmer son rang de ville mondiale. Elle symbolise la synergie recherchée entre urbanisation et grands équipements. Du flambant aéroport de Chek Lap Kok au centre urbain de Hongkong, désormais qualifié de Central Business District (CBD) et lui-même en pleine rénovation, un corridor stratégique de développement s'est ouvert au long d'une double ligne de métro rapide et de viaducs, emportant dans le mouvement la longue et précieuse île de Lantau. L'équipement de la croissance rejoint ainsi le souci de répondre à la pénurie foncière. Et l'opposition apparente entre les deux phases de construction de Tung Chung ne fait que confirmer, en définitive, le compromis recherché entre ambitions internationales et nécessités domestiques, compromis que l'on retrouve dans le partage entre les opérateurs privés et publics, voire dans le positionnement marchand de ces derniers. La mission confiée à la compagnie publique du métro (la MTRC) est à ce titre particulièrement significative. Tout en puisant dans ses opérations immobilières (logements, bureaux et centres commerciaux) une partie du financement de ses lignes, elle est devenue le principal négociateur entre le public et le privé. Contrairement aux premières villes nouvelles, créées essentiellement par la promotion publique, Tung Chung est le produit d'un intense partenariat public/privé. On remarque, sur ce sujet, un étrange parallélisme avec Shanghai. Mais la compagnie ferroviaire va encore plus loin. C'est elle qui préside, à partir de ses stations, à la restructuration de la vieille ville elle-même.

Cette alliance entre l'urbanisation hongkongaise et des infrastructures de transport dopées par des enjeux mondiaux règle, au passage, la lancinante question de l'autonomie économique des villes nouvelles. A présent superbement reliées au CBD, elles n'ont plus qu'à se préoccuper du bien-être résidentiel de leurs habitants. Pourtant, l'argument se retourne. Certaines de ces infrastructures répondant, depuis l'ouverture de la Chine et plus encore depuis la rétrocession, à la nécessité de communiquer aisément avec le voisinage régional immédiat (où l'essentiel de la production manufacturière a émigré), elles suggèrent la création de nouveaux pôles de développement aux abords des frontières. Ce serait une bonne alternative à la poldérisation forcée (et contestée) de la passe de Victoria au profit du seul CBD. M.-H. ORSAY parle de « *glocalisation* » pour désigner cette possible synthèse entre le local et le global.

La dynamique régionale à laquelle Pékin souhaite que Hongkong s'intègre davantage, notamment à l'échelle du delta de la Rivière des Perles, fait l'objet des quatre dernières contributions. Thierry SANJUAN y discerne une « *mégalopole* » en formation sur un mode commun à diverses régions côtières de l'Asie (dont celle du delta du Yangzi), mais soutenant la comparaison par la taille (48 000 km²) avec la « *mégalopolis* » de référence, celle de la côte est américaine. La principale différence tient à la densité de la population rurale (près de 600 hab./km² dans la partie centrale du delta), qui demeure sur place tout en changeant de vie et d'économie, comme on l'a déjà entrevu du côté de Suzhou et de Wuxi (cf. VALLETTE). L'urbanisation ne procède pas tant par aspiration ou par annexion que par une multiplication de pôles de développement de toutes tailles à partir des anciennes communes populaires. C'est bien la réforme des campagnes après 1978 qui, en libérant des traditions industrielles et commerciales, a donné la première impulsion, tandis que les villes restaient enfermées dans le collectivisme. Aujourd'hui, la production des bourgs et cantons du delta est à plus de 90 % industrielle, avec une multitude de petites entreprises privées au milieu desquelles émergent, en général plus grosses, celles que possèdent les collectivités. Corrigeant une impression d'atomisation, T. SANJUAN précise cependant que la croissance s'effectue davantage par la taille des entreprises que par leur multiplication.

La présence de Hongkong n'est cependant pas étrangère au développement privilégié de ce delta, encouragé par Pékin dès les années 80 avec la création des zones spéciales de Shenzhen et de Zhuhai (l'une

aux portes de Hongkong, l'autre proche de Macao). Malgré la frontière qui demeure, les bourgs sont souvent en relation directe avec les services portuaires, la bourse, les sociétés d'import-export de l'ancienne colonie, qui apparaît déjà comme un point d'union essentiel. Hongkong n'est pas encore Pearl City (cf. ORSAY), mais l'axe Canton-Hongkong est bien le couloir de développement majeur du delta.

C'est pourtant dans la zone d'influence de Macao et de Zhubai que HSIEH HSIAO YANG nous emmène pour confirmer, par l'observation précise d'une commune rurale, la situation ambivalente des villageois du delta, devenus citoyens sans se déplacer. En raison sans doute de la proximité des grands centres urbains, ce témoignage contredit quelque peu le schéma dressé par T. SANJUAN, rejoignant celui de A. VALLETTE sur les processus d'absorption. La grande question, ici, est celle de l'expropriation des terres, motivée par des investissements industriels fuyant la cherté du foncier et des salaires dans les centres urbains. On s'aperçoit, à cette occasion, que le fonctionnement démocratique est encore loin d'être au point mais que, grâce aux idées venues d'à-côté, des revendications osent s'exprimer, des améliorations sont obtenues.

En fait, on assiste à une annexion pure et simple à la ville, assortie d'un changement de *hukou*, c'est-à-dire du statut résidentiel des gens. D'un trait de plume, les villageois sont devenus des citoyens de Zhongshan. Mais HSIEH HSIAO YANG confirme bien que cette mutation avait déjà été acquise, aux plans des activités et de la qualité de vie, par une dynamique locale, voire individuelle. Le « sur place » n'est pas total. Des migrations clandestines ont eu lieu vers Macao. Les jeunes étudient dans les écoles professionnelles de la ville et y trouvent des emplois. Ils y achètent des appartements. Au total, le niveau de vie des villageois a progressé d'une façon spectaculaire, s'exprimant comme dans le bas Yangzi par un habitat complètement renouvelé et largement ostentatoire, surdimensionné, inutile. Dans tous les domaines les chiffres ont décuplé en dix ans, comme le niveau de la production industrielle ou la dimension des routes: le téléphone, la fréquence des bus, le nombre des cinémas et autres lieux de distraction comme les clubs de karaoké, les restaurants. Il faudrait plutôt parler d'un surgissement de choses qui n'existaient pas.

Si les villageois du delta s'enrichissent sur place, une autre population, dite « flottante » (cf. MOZÈRE) arrive de très loin pour prendre part au miracle économique, mais à l'échelon le plus bas de la division du

travail et des droits citoyens. Eric FLORENCE nous entretient, à partir des discours de presse, des travailleurs immigrés de Shenzhen, cette ville agglutinée aux frontières de Hongkong comme Tijuana à celles des États-Unis. En dix ans (1989-1998), la représentation médiatique de ces « immigrés de l'intérieur » a beaucoup évolué. Ils furent d'abord globalement assimilés aux « migrants aveugles » (*mangliu*) des années 50, phénomène que le régime avait su arrêter en instituant le *hukou*. Puis on s'avisa qu'une partie d'entre eux obéissaient à une migration organisée. Ces nouveaux immigrés se virent alors attribuer le terme de *dagong* (littéralement « travailleurs battus », à tout le moins durement exploités par des patrons privés). On reconnaissait par là la pénibilité de leur situation, et par voie de conséquence leur courage, leur endurance.

Privatisée mais non libre, la presse locale a tendance à associer, à présent, ces « bâtisseurs » à la réussite des zones spéciales. Il y aurait même un aller-retour, l'épreuve de la migration de travail et l'émulation exercée par le milieu urbain assurant, chez le jeune migrant ou la jeune migrante issu(e) des campagnes reculées, les vertus d'une « réalisation de soi », d'un rite de passage, d'un acte d'émancipation. Il est significatif que ces discours fassent une telle place à l'individu, contrairement à la stigmatisation globale qui continue d'envelopper une autre catégorie de migrants, celle des « trois-sans » (sans-papiers, sans-emploi, sans-logement). Du petit commerçant de rue au travailleur journalier, ces trois-sans sont réputés nuire à la paix urbaine et appellent des campagnes de « nettoyage ». On retrouve ainsi, une fois de plus, l'utopie d'un système urbain où tout et tous doivent être à leur exacte place (cf. MOZÈRE).

Légaux ou illégaux, les migrants ont peu de droits sur les lieux de leur migration. Si le livret de résidence (toujours le *hukou*) n'est plus un frein à leur mobilité, il reste une discrimination juridique. Ce thème, et les conflits qui l'illustrent, ne sont abordés qu'avec pudeur dans les médias. Les intéressés eux-mêmes semblent faire passer ces problèmes derrière leur satisfaction d'avoir pu migrer et atteindre la ville. Ils n'oublient pas qu'il s'agit d'une faculté récente. Et ils sont en effet durs à la tâche. Ainsi va la Chine.

On ne saurait quitter le delta de la Rivière des Perles sans passer par Canton, l'autre métropole (3 millions d'habitants et 900 000 « floating people » en 1995). Elle fournit à Barthélémy ANTOINE et David LIMAYRAC l'occasion de juger des difficultés éprouvées par une ville de cette dimension pour sortir du

socialisme et du collectivisme, et pour renouer avec une logique d'ouverture qui fait partie de son histoire. Les obstacles sont particulièrement nombreux en matière d'urbanisme. Un exemple: introduire des valeurs foncières là où elles étaient ignorées, et gérer en fonction de ces valeurs un espace urbain jusqu'ici soumis à une planification de zonage, qui répondait à d'autres rationalités. La place du tertiaire, précédemment ignorée, en est un autre. Une certaine élasticité des plans en fonction du marché, ainsi que la nécessité d'études de détail, pour une meilleure adaptation au terrain, sont des éléments qui doivent progresser.

Comme à Shanghai, l'essentiel du parc immobilier de Canton était resté, jusqu'au début des années 90, celui d'avant le communisme, mais sur une trame encore plus dense qu'à Shanghai, des ruelles plus étroites, et sans l'ordonnement propre aux *lilong*. On renonce donc (provisoirement?) à restructurer le vieux centre, au profit d'aires urbaines nouvelles au premier rang desquelles figure le nouveau CBD de Pearl River New Town. Mais, bien que le modèle soit Pudong (et aussi Hongkong), ce projet de 6 km² n'a pas l'ampleur que Shanghai s'est donné pour sa refondation. On hésite même, pour des raisons budgétaires, à déloger des enclaves villageoises bidonvillisées. Cela dit, tout y est: axe majestueux, verticalité, espaces verts (30 %), emblème historique (une pagode), une double ligne de métro, un secteur résidentiel aux flancs du CBD, des équipements de détente propres à séduire les hommes d'affaires du monde entier.

Mais David LIMAYRAC et Barthélémy ANTOINE rappellent avec à-propos que près de quarante villes chinoises se sont donné pour objectif de devenir des villes internationales. Cette prétention les coulent malheureusement dans le même moule, Canton oubliant à cette occasion d'exploiter sa vieille originalité de ville d'eau. Toute occupée de la rentabilité (à courte vue?) de ses nouvelles extensions, elle ne prend guère de soin à les intégrer à son paysage urbain, pas même d'un point de vue fonctionnel. Et l'on peut se demander, avec les auteurs, si la Chine urbaine ne souffre pas d'une confusion entre modernisation et mondialisation. Un détail pour terminer: la proportion de population flottante prévue pour 2010 est supérieure à celle de 1995. Elle passe de 22 à 27 %. Il s'agit donc bien, officiellement, d'une donnée structurelle et durable.

Cinq fractures (Moscou-Shanghai-Hongkong)

Relisons encore tout cela au travers de la grille « des cinq fractures » utilisée pour Moscou et

Shanghai; en commençant par la fracture passé/futur. Contrairement à ce qui s'est passé en Moscovie et dans le bas Yangzi, la transition vers l'actuelle modernité s'est opérée, dans le delta de la Rivière des Perles, avec des paliers largement étalés dans le temps. L'ouverture économique des années 80 fut d'abord profitable à cette région, avant que les années 90 ne sourissent à Shanghai. La création des Zones économiques spéciales permirent, bien avant le retour de Hongkong à la Chine, une confrontation « protégée » avec l'économie mondiale. La délocalisation progressive des activités manufacturières de la colonie irrigua puissamment le delta, où trois millions de cantonais travaillent pour les firmes hongkongaises. Surtout, la présence de Hongkong est une réalité ancienne, avec une frontière qui ne fut jamais étanche. Et cette frontière demeure aujourd'hui, pour un nouveau demi-siècle.

Il n'y eut donc pas un phénomène « chute du mur ». Et pourtant, ici comme dans les deux exemples précédents, on voit bien que les changements les plus radicaux sont bien à dater des années 90. Il n'y avait aucun cinéma à Zhongshan en 1987, il y en a 64 en 1997. Dans le même temps et dans cette même municipalité le nombre des téléphones est passé de 8 000 à 90 000, la production industrielle de 3 à 50 milliards de *yuan*, tandis que les surfaces cultivées tombaient de 600 000 *mu* à 100 000. Quant au nouveau CBD de Canton, le projet n'en fut lancé qu'en 1994, en même temps que le premier véritable plan d'urbanisme de la ville. Il y a jusqu'aux discours sur les migrants qui, à Shenzhen, ont marqué un tournant décisif avec les années 90.

Vu de Hongkong même, ce qui paraît à première vue le plus remarquable, c'est la continuité que l'ancienne colonie a su négocier et obtenir pour l'après 1997. Mais, immédiatement derrière cela, c'est l'accélération de modernisation qui frappe, que cette rétrocession-même a directement ou indirectement provoquée. Sur le plan urbanistique, la nouvelle donne que constituent les très grands équipements, de dimension désormais régionale, a aussi radicalement renouvelé la fabrique de la ville, voire la pensée même de la ville et le débat qu'elle suscite. Cependant, on ne saurait oublier l'effort constant de modernisation qui précéda la période actuelle. Les villes nouvelles, le concept de « podium » (à la manière de Hongkong), trouvent leurs racines dans les années 60.

On ne saurait non plus cacher que toute cette modernité laisse à Hongkong — et que dire de Canton? — un lourd problème de logements insa-

lubres, ou trop petits, ou trop chers. A ce titre, on peut dire que, ici aussi, le passé est difficile à solder. Pour les grandes villes du moins, car ce n'est apparemment pas le cas dans les campagnes du delta, où les nouveaux villageois-citadins ne savent que faire de leurs trop grandes et rutilantes demeures. Ce phénomène paraît même plus avancé qu'il ne l'est dans le bas Yangzi.

Instruire la fracture passé-futur, on vient de le voir, a conduit à empiéter largement sur la fracture Hongkong/Chine, du moins dans sa dimension régionale. On se contentera d'ajouter que l'ancienne colonie est, par définition, une métropole *off shore*. Mais cette insularité naturelle et historique, qui prive la ville de toute autorité politique sur son arrière-pays, est en même temps ce qui lui confère son pouvoir de fascination, qui n'est pas étranger à l'évolution récente de la Chine entière. Pékin souhaiterait que d'autres pôles, en Chine du Sud, se lèvent pour la banaliser. L'exemple de Canton n'est toutefois pas encourageant, et le maintien du statut spécial de Hongkong lui conserve ses atouts distinctifs. Cette ambiguïté d'un pouvoir central regrettant, tout en la soutenant, l'insularité d'une métropole à prétentions mondiales, est donc commune à Moscou, Shanghai et Hongkong.

Le statut à demi conservé, et surtout la frontière, biaisent également la question du rapport à l'étranger. Ou la rendent absurde. Il y a bien, en effet, une fracture entre les ressortissants de Hongkong et ceux qui voudraient en être. Doit-on faire le parallèle avec la *propiska* de Moscou et le *hukou* de Shanghai? Il y a bien dans chacune des trois villes une foule de migrants. Mais on les appelle « réfugiés » à Hongkong, et on construit pour eux, quand dans les deux autres villes on parle de population flottante, à laquelle peu de droits sont reconnus. Toutefois Shenzhen est là qui, en reprenant les emplois ouvriers de Hongkong, fait en quelque sorte le tri. A bien y regarder, ce dispositif n'est pas aussi exceptionnel que le laisse penser son caractère formel et tranché. Moscou et Shanghai rejettent aussi hors de leurs murs le gros de leurs industries, ne serait-ce que pour des raisons environnementales. On assiste ainsi, dans les trois métropoles, à une différenciation globalement élitiste, qui recoupe bien leur choix en faveur de la « *world economy* », celle qui se traite dans les bureaux.

Les vrais étrangers, dans les trois villes, c'est dans ces bureaux qu'on les trouve. Mais c'est un partenariat de bon aloi, et dont les personnes ne sont pas l'enjeu, qui règle la coexistence. A Shanghai comme à Canton, toutefois, des ensembles résidentiels sont conçus pour

les recevoir. Non pas exactement des ghettos, mais des morceaux de ville fermement recommandés. On remarquera que, dans aucune des trois métropoles, et pas non plus à Shenzhen ou Canton, les masses migrantes ne sont vraiment d'origine étrangère. Sauf quelques minorités asiatiques à Hongkong, ils sont Chinois de l'extérieur et de l'intérieur à Hongkong, Chinois de l'intérieur à Shanghai, anciens ressortissants soviétiques et actuels ressortissants de la CEI à Moscou. Mais la discrimination juridique introduite par le système du *hukou*, ajoutée à l'éloignement géographique et ethnique des provinces de Chine, valent bien les frontières anciennes ou nouvelles pour nourrir des sentiments de rejet.

La fracture riches/pauvres se situe à l'évidence entre ces deux sphères, le monde des bureaux et le monde ouvrier. Dans le cas de Hongkong, la frontière qui la sépare de Shenzhen marque, beaucoup plus sûrement qu'un périphérique, une coupure géographique entre deux sociétés aux revenus globalement très différents. Mais, de même que Shenzhen possède ses nouveaux riches et ses parias, ceux qu'on appelle les « trois-sans » et qui ne sont que la mauvaise part des « flottants » (qu'il serait d'ailleurs abusif d'identifier à toute la pauvreté urbaine), Hongkong connaît aussi, à un autre niveau, une dualité sociale. On le perçoit bien dans le débat — car il y a débat — sur la politique du logement, surtout depuis qu'elle est associée aux grands travaux sensés répondre aux défis régionaux et mondiaux. Le balancement entre ces défis et un urbanisme plus social (cf. le même débat à Moscou) montre bien cet étagement. Quant à l'assimilation des villes nouvelles à une volonté de transférer les pauvres hors de la ville, elle fut légitime un temps et reste partiellement vraie, suscitant depuis peu des craintes quant au syndrome universel de la « banlieue ». Mais la fabrique des villes nouvelles et leur représentation se sont considérablement sophistiquées. Si les vrais riches restent au centre, un certain élitisme commence à se faire jour dans certaines d'entre elles et surtout la dernière. Ces villes nouvelles, enrobées de montagnes verdoyantes et reflétant, sur leurs tours aériennes, l'eau de baies splendides, sont-elles cet ailleurs urbain que les Moscovites trouvent dans leurs forêts criblées de datchas et de cottages? Il serait plus juste, eu égard à leur fonction sociale, de les comparer aux cent mille barres réalisées sous Khrouchtchev et Brejnev, elles aussi dans un espace aéré et arboré, même si le rapprochement des deux paysages paraît insolite. Hongkong serait donc en retard d'une refondation, se rattrapant par un modernisme pointu. Mais, au-delà de ces villes nouvelles, que trouve-t-on à Hongkong?

Une première rupture ville/environnement est celle d'un archipel aux îlots très sollicités pour des escapades en bateau, mais aussi celle d'une péninsule dont les autorités hongkongaises ont toujours voulu la préservation, ne serait-ce que pour la sauvegarde des eaux douces. C'est l'une des raisons de l'hyper-verticalisation des habitats. Une deuxième rupture est, une fois de plus, la frontière avec la Chine continentale. Or il existe bien, au-delà de cette frontière et depuis peu, un espace résidentiel hongkongais (cf. ORSAY). Des niches de paysage accueillent des résidences secondaires, mais on commence aussi à y voir se constituer des *satellite communities* peuplées de familles d'hommes d'affaires hongkongais. Le différentiel des prix du foncier est évidemment un puissant incitateur. Il permet d'échapper à la contrainte du vertical et de retrouver les charmes d'une résidence individuelle.

Cette amorce de débordement résidentiel au-delà d'un territoire préservé annonce, certainement, une autre dimension de la refondation hongkongaise; et pas seulement pour les hommes d'affaires. Jusqu'ici contrainte de se refonder in situ et de jouer avec des espaces exigus, ce qui la conduisit — aussi bien dans ses villes nouvelles qu'en son centre — à une sorte de

course pionnière dans la modernité verticale, Hongkong va pouvoir à son tour se doter d'une autre enveloppe spatiale, à une échelle qui ne compte pas les kilomètres et où l'on a le temps de voir venir le nouveau siècle; mais une enveloppe où l'on ne sait plus ce qui appartient à la ville. Peu importe, alors, qu'elle lui échappe juridiquement.

Il faut sans doute s'attendre, en effet, à ce que se réalise progressivement la mégalopolis annoncée, où il ne sera plus à propos de distinguer ce qui appartiendra à telle ou telle ville, et où le dualisme ville-campagne sera définitivement dépassé au moins dans les paysages. Le mélange des économies aura précédé le mélange résidentiel. Il est prévisible que Hongkong restera — ou deviendra — le centre de cette « Pearl City » aux dimensions du delta. Cependant, il subsistera sans doute longtemps dans cette mégalopolis, au-delà de l'unification matérielle, un différentiel culturel (cf. SANJUAN) où les héritiers de campagnes qui ne seront jamais vidées conserveront leur identité, voire leurs distances. Le mariage de l'isba paysanne et de la datcha citadine, culturellement très enraciné dans les parages de Moscou, n'aura sans doute pas son équivalent dans le delta de la Rivière des Perles.

Bien d'autres rapprochements auraient pu être faits entre les trois régions urbaines étudiées. Aux cinq fractures ici déclinées auraient pu être ajoutées d'autres oppositions, comme celles de l'économie d'État et de l'économie privée, de l'économie industrielle et de l'économie de service, de l'économie réelle et de l'économie virtuelle, du collectif et de l'individuel, de la location et de la propriété, de la sécurité contrainte et de la liberté insécure, de l'immobilité et de la mobilité, de la citoyenneté de commande et de la cidadinité de consommation, de la culture protégée et de l'anglais à l'école...¹ On laissera le lecteur puiser à sa guise, dans le présent compte-rendu et surtout dans les textes, les éléments se rapportant à ces autres mutations.

On aurait pu aussi inventorier, systématiquement, les thèmes illustrant la « fabrique » de la refondation urbaine (comment s'y prend-on, quels en sont les acteurs, les discours, les calculs, les formes, l'avancée des chantiers, leur financement, les enjeux sociaux et sociétaux du moment ou à long terme?) et peut-être même s'en tenir là, en cohérence avec le titre général de cet ouvrage. Mais nous réservons cet exercice périlleux aux conclusions à venir du deuxième tome². Il sera plus intéressant à pratiquer sur six exemples que sur trois. C'est aussi par cette diversité de configurations que nous pourrions légitimer notre hypothèse, celle d'une nouvelle phase de l'histoire urbaine. Bien que le curseur de l'évaluation ait été d'emblée placé au milieu de ce nouveau siècle, laissant à d'autres que nous le soin de conclure, les trois mégapoles du Proche-Orient (Istanbul, Téhéran, Le Caire), auxquelles s'ajouteront quelques autres villes de la région, nous permettront au moins de vérifier que les symptômes de la refondation ne sont pas réservés aux situations post-communistes. L'universalité de l'hypothèse ne vaudra, cependant, que pour cette moitié du monde la plus concernée, directement ou par contre-coup, par le séisme des années 90.

Nous avons une autre raison de ne pas conclure, ici, sur le thème de la refondation. Comme nous l'annonçons en introduction, et comme on a pu le vérifier tout au long de ces pages, le propos des auteurs ne fut pas guidé par ce concept et pour cause: il n'avait pas encore été énoncé. C'est en fin de course, à propos du Caire, qu'il s'imposa rétrospectivement. Tous les signataires de ce volume se satisferont donc d'avoir su analyser des situations urbaines singulières, d'en avoir dégagé l'originalité (dans le cadre d'un séminaire consacré à « la diversité citadine »), tout en sachant qu'ils avaient à faire à de grands bouleversements.

Et puisqu'il fut souvent question de « fil rouge », on terminera ce premier volume sur un chiffre qui, étrangement, relie les histoires de Moscou, Shanghai et Hongkong. C'est le chiffre 4. Quatre comme les 4 m² par personne qu'il ne fallait pas dépasser, dans le Moscou soviétique, pour avoir droit à figurer sur la liste d'attente pour un nouveau logement. Quatre comme les 4 m² par personne qui restent, à Shanghai, le lot de tous ceux qui n'ont pas encore rejoint la ville « refondée ». Quatre comme les 4 m² par personne qui sont encore, à Hongkong, les meilleures moyennes dans les vieux quartiers, avant le saut dans l'hyper-verticalisation des villes nouvelles. On voit par là que certains points de départ sont aussi uniformes, au milieu de tant de diversité, que certains points d'arrivée.

Ph. H.

1. En 1992, l'anglais devint obligatoire dans toutes les écoles primaires de Chine. La langue du « tigre de papier » est donc en passe de devenir la seconde langue « maternelle » d'un milliard et demi de Chinois. S'il fallait donner une date de naissance symbolique à la « mondialisation », l'année 1992 conviendrait ainsi aussi bien que l'année 1989. Les mots après le Mur...

2. En attendant la parution du tome II, dont la préparation demandera quelque délai, on pourra se reporter à une suite de quatre articles sur la « Refondation mégapolitaine au Proche-Orient » (Ph. Haeringer), parus dans les deux volumes *Méditerranée* publiés par les éditions Ellipses en 2001 (dossiers destinés à la préparation aux concours de l'enseignement, CAPES et Agrégation), repris en octobre 2002 par la revue *Eurorient*, Paris.

La refondation mégapolitaine

une nouvelle phase de l'histoire urbaine ?

■ ■ ■ **Tome I**
L'Eurasie post-communiste

On s'était habitué à considérer que l'utopie urbaine n'avait plus prise, au mieux, que sur des fragments de ville. Depuis que la « mégapolisation » s'était emparée du monde entier, même la planification au jour le jour de la « fabrique » urbaine paraissait être vouée à un épuisant rattrapage. Or, voici que dans la récente inflexion du siècle, les métropoles les plus considérables semblent avoir abordé de nouveaux rivages, où les inversions refondatrices les plus folles paraissent à nouveau jouables. Ces perspectives sont-elles illusoire? Sinon, quelles perversions cachent-elles? Quels dangers? Ou quels bonheurs?

SOMMAIRE

Présentation (Jacques Theys et Marie-José Roussel)	5
Introduction	
Systèmes autoritaires et refondation urbaine (Philippe Haeringer).....	9

I. MOSCOU et la ville russe “La transition et la survie”

Argument (Ph. Haeringer)	19
Moscou en 24 dias (Ph. Haeringer)	21
Moscou en huit questions (Ph. Haeringer)	27
De la démographie d'une capitale impériale à celle d'une métropole « insulaire » (A. Vichnevski)	39
Les difficultés de la vie quotidienne à Moscou (A. Berelowitch et V. Kovalsky)	49
Compétence professionnelle et délabrement matériel. A propos de la restauration des réseaux d'eau de la ville de Rybinsk (J.-F. Chêne)	53
Le bouleversement du compromis social dans l'industrie post-soviétique. La spécificité de Moscou parmi les villes russes (H. Sultan-Taïeb)	57
De l'homogénéité à la diversité. La restructuration sociale à Moscou dans les années 1990 (V. Kolossov et O. Vendina)	65
Les espaces urbains de Moscou entre socialisme « développé » et capitalisme « sauvage » (E. Chpakovskaïa)	77
Un nouvel avatar de l'urbanisme moscovite (T. Ekaterintcheva)	85
Le Moscou de Youri Loujkov. Un nouveau modèle urbain russe? (J. Radvanyi)	91

II. SHANGHAI et le bas Yangzi “Le grand déménagement”

Argument (Ph. Haeringer)	105
Shanghai en 24 dias (Ph. Haeringer)	107
Shanghai, une exploration visuelle (Ph. Haeringer).....	113
Urbanisation et métropolisation en Chine. Le cas de Shanghai (C. Henriot)	147
De la ville chinoise à la cité mondiale.	
Le développement des infrastructures à Shanghai à l’orée du XXI ^e siècle (E. Baye)	161
Des vélos aux autos. Développement urbain et mobilité à Pékin (J.-F. Doulet)	181
Reconquérir le centre-ville de Shanghai.	
Sauvegarde patrimoniale et reconversion d’un parc immobilier centenaire (N. Delande-Liu).....	187
La question des urbanités dans les villes chinoises en période de réformes économiques (L. Mozère) ..	199
Les villages du delta du Yangzi (A. Vallette)	213
Le lac Tai. Un parc naturel en puissance pour Shanghai (Ph. Jonathan).....	219

III. HONG KONG et la rivière des Perles “Votre chambre au cinquantième”

Argument (Ph. Haeringer)	227
Hong Kong en 24 dias (Ph. Haeringer)	229
Les enjeux politiques, économiques et sociaux de la question du logement à Hong Kong	
(L. Bessard)	235
La vraie politique de densités de Hong Kong.	
Une déconcentration concentrée (V. Fouchier)	241
Les podiums de Hong Kong.	
L’insularisation des lieux de vie dans les villes nouvelles. (E. Pacot)	253
Un aéroport et une ville nouvelle.	
La transformation progressive de Hong Kong au gré des enjeux globaux et locaux (M-H. Orsay-Lam) ..	263
Le delta de la rivière des Perles. Une mégalopole en construction (T. Sanjuan)	275
Expropriation, élections et migrations dans un village proche de Macao (Hsieh Hsiao Yang).....	281
Les travailleurs migrants dans la presse quotidienne de Shenzhen (E. Florence).....	285
La réponse de Canton à Hong kong.	
La mise en chantier de la <i>Pearl River new town</i> (B. Antoine et D. Limayrac)	293

IV. RAPPROCHEMENTS

Du saisissement de Moscou à la rage de Shanghai.	
Deux fausses sorties de l’ordre urbain communiste (Ph. Haeringer)	303
Refondation et pérennité à Moscou, Shanghai, Hong kong	
Thèmes communs et autres thèmes (Ph. Haeringer)	311